

TRADUCTION

AUTORITE FLAMANDE

F. 2012 — 2124

[2012/203967]

29 JUIN 2012. — Arrêté du Gouvernement flamand portant répartition partielle des crédits provisionnels inscrits à l'article budgétaire FB0/1FB-I-2-Z/PR du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2012

Le Gouvernement flamand,

Vu le décret du 8 juillet 2011 réglant le budget, la comptabilité, l'attribution de subventions et le contrôle de leur utilisation, et le contrôle par la Cour des Comptes;

Vu le décret du 23 décembre 2011 contenant le budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2012, notamment l'article 77;

Vu l'accord du Ministre flamand chargé du budget, donné le 27 juin 2012;

Sur la proposition du Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Les crédits provisionnels inscrits à l'article budgétaire FB0/1FB-I-2-Z/PR du budget général des dépenses de la Communauté flamande pour l'année budgétaire 2012 sont répartis conformément au tableau ci-dessous :

(montants en euros)

Article budgétaire	Allocation de base	Sorte de crédit	De		Vers	
			CE	CL	CE	CL
FB0/1FB-I-2-Z/PR	FB0 FB003 0100	CE/CL	817 000	781 000		
FB0/1FC-I-2-Z/IS	FB0 FC054 4141	CE/CL			51 000	51 000
FB0/1FN-I-2-D/WT	FB0 FN002 4336	CE/CL				8 000
FB0/1FN-I-2-D/WT	FB0 FN003 4430	CE/CL				22 000
FB0/1FO-I-2-Z/WT	FB0 FO063 3300	CE/CL			96 000	96 000
FB0/1FO-I-2-C/WT	FB0 FO065 3300*	CE/CL			334 000	268 000
FC0/1FC-I-2-Z/WT	FC0 FC111 1211	CE/CL			140 000	140 000
FC0/1FO-I-2-Z/WT	FC0 FO119 4150	CE/CL			65 000	65 000
FD0/1FC-I-2-Z/WT	FD0 FC202 1211	CE/CL			36 000	36 000
FD0/1FM-I-2-G/WT	FD0 FM204 4150	CE/CL			95 000	95 000
Total			817 000	781 000	817 000	781 000

* nouvelle allocation de base : FB0 FO065 3300 projets pilotes DKO

Art. 2. Une copie du présent arrêté est transmise, à titre d'information, au Parlement flamand, à la Cour des Comptes, et au Département des Finances et du Budget.**Art. 3.** Le Ministre flamand qui a le budget dans ses attributions est chargé de l'exécution du présent arrêté.
Bruxelles, le 29 juin 2012.Le Ministre-Président du Gouvernement flamand,
K. PEETERSLe Ministre flamand des Finances, du Budget, de l'Emploi, de l'Aménagement du Territoire et des Sports,
Ph. MUYTERSLe Ministre flamand de l'Enseignement, de la Jeunesse, de l'Égalité des Chances et des Affaires bruxelloises,
P. SMET

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2012 — 2125

[2012/204120]

5 JUILLET 2012. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé;

Vu l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière;

Vu la Directive 2000/78/CE du conseil de l'union européenne du 27 novembre 2007 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

Vu la convention collective de travail du 24 novembre 2011 relative à la prise en compte de l'expérience dans le statut pécuniaire des travailleurs (Sous-commission paritaire des établissements et services d'éducation et d'hébergement de la Communauté française, de la Région wallonne et de la Communauté germanophone SCP 319.02);

Vu l'avis du Comité de gestion de l'Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées, donné le 26 avril 2012;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, donné le 27 juin 2012;

Vu l'accord du Ministre du Budget, donné le 5 juillet 2012;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, l'article 3, § 1^{er};

Vu l'urgence;

Considérant que les textes réglementaires doivent être immédiatement adaptés à la convention collective de travail du 24 novembre 2011 et à la Directive 2000/78/CE du Conseil de l'Union européenne du 27 novembre 2007 portant création d'un cadre général en faveur de l'égalité de traitement en matière d'emploi et de travail;

Sur la proposition de la Ministre de la Santé de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances;

Après délibération,

Arrête :

Article 1^{er}. Le présent arrêté règle, en application de l'article 138 de la Constitution, une matière visée à l'article 128, § 1^{er}, de celle-ci.

Art. 2. Dans l'article 11 de l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière, le 4^o est remplacé par ce qui suit :

« 4^o/1 l'identité du coordinateur du service, son extrait du casier judiciaire, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n^o 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier judiciaire, datant de moins de trois mois, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles, ainsi que la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 39;

4^o/2 l'identité des administrateurs ainsi que leur extrait de casier judiciaire datant de moins de trois mois, exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

4^o/3 l'identité des membres de l'assemblée générale; ».

Art. 3. L'article 20 du même arrêté est remplacé par ce qui suit :

« Art. 20. L'agrément est accordé pour une durée indéterminée. Lorsqu'il s'agit d'une demande visant à l'agrément d'un nouveau service, l'agrément est accordé pour une durée de trois mois à trois ans maximum. Au terme de cette période, l'agrément est, sauf décision contraire du Comité de gestion, accordé pour une durée indéterminée. »

Art. 4. Dans l'article 29 du même arrêté, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Ce projet est remis à jour au minimum tous les cinq ans.

Le service procède à l'évaluation de son activité au moins une fois par an. Le service transmet le rapport d'activités à l'AWIPH pour le 30 juin de chaque année. »

Art. 5. Dans l'article 34 du même arrêté, l'alinéa 3 est remplacé par ce qui suit :

« Les membres du personnel doivent fournir au service, lors de leur engagement, un extrait de casier judiciaire de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n^o 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, exempt de condamnations à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles. »

Art. 6. Dans le titre 4, chapitre I^{er}, du même arrêté est insérée la section 10, comportant l'article 49bis, rédigée comme suit :

« Section 10. — L'évaluation des services

Art. 49bis. Sans préjudice de l'article 315 du Livre IV du Code wallon de l'Action sociale et de la Santé - Volet décretaal, afin de permettre à l'AWIPH de vérifier le respect des conditions d'agrément, les services sont tenus d'introduire tous les cinq ans, auprès de l'AWIPH, les documents suivants :

1^o le projet du service actualisé ainsi que le mode d'élaboration et de suivi de projets individuels;

2^o l'extrait du casier judiciaire du directeur, de modèle 1, établi conformément à la circulaire ministérielle n^o 905 du 2 février 2007 relative à la délivrance d'extrait de casier, datant de moins de trois mois, exempt de condamnation à des peines correctionnelles incompatibles avec la fonction ou criminelles;

3^o en cas de changement de direction, une copie des diplômes et certificats du coordinateur, la délégation de pouvoirs écrite du pouvoir organisateur visée à l'article 39 ainsi que l'attestation justifiant une expérience visée à l'annexe 3;

4^o la liste des membres de l'assemblée générale;

5^o la liste des membres du conseil d'administration;

6^o les modifications aux statuts publiées ou déposées au greffe depuis les cinq dernières années. ».

Art. 7. L'article 69 du même arrêté est abrogé.

Art. 8. L'annexe 3 du même arrêté est remplacée par l'annexe 1^{re} jointe au présent arrêté.

Art. 9. L'annexe 5 du même arrêté est remplacée par l'annexe 2 jointe au présent arrêté.

Art. 10. L'annexe 6 du même arrêté est remplacée par l'annexe 3 jointe au présent arrêté.

Art. 11. L'annexe 7 du même arrêté est remplacée par l'annexe 4 jointe au présent arrêté.

Art. 12. Le présent arrêté produit ses effets au 1^{er} janvier 2012.

Art. 13. La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 5 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 1^{re}

Annexe 3 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière

FORMATIONS ET EXPERIENCES EXIGEES

Coordinateur AVJ

Les porteurs d'un diplôme ou d'un certificat de fin d'études du niveau de l'enseignement supérieur universitaire ou non universitaire, de plein exercice ou de promotion sociale, à orientation pédagogique, psychologique, sociale ou paramédicale et qui justifient d'une expérience d'au moins trois années de service dans une fonction éducative, sociale, pédagogique, psychologique ou paramédicale exercée dans le secteur de l'aide aux personnes.

Assistant AVJ

Les porteurs d'au minimum, un des titres suivants :

— diplôme ou certificat de fin d'études secondaires inférieures ou secondaires supérieures (formation générale ou technique);

— brevet ou certificat de fin d'études (terminées avec fruit) professionnelles secondaires supérieures.

Educateur classe IIA

1) Les porteurs d'un des diplômes ou certificats suivants :

— éducation de l'enfance (D3TQ);

— sciences sociales appliquées (D3TQ);

— techniques sociales (D3TQ);

— éducation physique et animation socio-culturelle (D3TQ);

— d'aspirant(e) en nursing (D3TQ);

— d'assistance en gériatrie (D3TQ);

— d'agent d'éducation (D3TQ);

— d'animateur (D3TQ);

— d'agent social (D3TQ);

— sciences sociales et éducatives (D3TTR);

— attestant la réussite d'une 7^e année professionnelle (D37P) en puériculture, aide familial(e) et sanitaire, assistance en gériatrie;

— de fin d'études secondaires supérieures techniques à orientation pédagogique, sociale ou paramédicale;

2) Les porteurs d'un brevet d'infirmière.

Personnel administratif :

Comptable Classe 2

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études secondaires supérieures (formation générale ou technique) à orientation commerciale.

Comptable Classe 1

Les porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études de l'enseignement supérieur à orientation économique dont la qualification est en relation avec les exigences normales de la fonction.

Les porteurs du diplôme de la Chambre belge des Comptables.

Personnel ouvrier :

Personnel ouvrier catégorie 1

Les manœuvres, nettoyeurs, domestiques, veilleurs de nuit, concierges, ouvriers agricoles non qualifiés.

Personnel ouvrier catégorie 2

Les blanchisseuses, ouvriers de laboratoire, repasseuses, lingères, portiers, aides d'ouvrier qualifié pour autant que l'ouvrier qualifié soit existant dans le service.

Personnel ouvrier catégorie 3

Les ouvriers qualifiés qui ne sont pas porteurs d'un diplôme ou certificat de fin d'études établissant leur qualification.

Personnel ouvrier catégorie 4

Les ouvriers qualifiés porteurs d'un diplôme ou certificat délivré par une école ou un établissement d'enseignement et établissant une qualification telle que cordonnier, jardinier, mécanicien, plombier d'installations sanitaires, ébéniste, menuisier, électricien, cuisinier.

Personnel ouvrier catégorie 5

Les ouvriers possédant la qualification requise des ouvriers catégorie IV et ayant la responsabilité d'une équipe homogène d'au moins cinq ouvriers.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 5 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 2

Annexe 5 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière

PRINCIPES D'ADMISSIBILITE DES CHARGES

I. Les charges sont réputées admissibles si elles respectent les principes généraux suivants;

- 1) elles doivent être relatives aux personnes pour lesquelles l'AWIPH a statué favorablement sur l'opportunité d'un accompagnement par le service;
- 2) elles doivent être relatives aux frais pour lesquels le service a été subventionné;
- 3) elles doivent être raisonnables par rapport aux besoins de l'activité subventionnée;
- 4) elles doivent être comptabilisées conformément à la législation sur la comptabilité et les comptes annuels des entreprises et à ses arrêtés d'exécution;
- 5) elles doivent résulter d'échanges entre tiers et de réalités économiques tangibles. En particulier, les ASBL liées par un contrôle ou une direction unique au sens des articles 5 et 10 du Code des sociétés instauré par la loi du 7 mai 1999 constituent des tiers entre elles dans la mesure où leurs comptabilités respectives peuvent être valablement contrôlées;
- 6) elles doivent résulter d'échanges avec des personnes physiques qui ne peuvent être membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service, ou avec des personnes morales parmi lesquelles les membres du pouvoir organisateur ou de la direction du service n'assurent pas une fonction de direction ou d'administrateur. Dans le cas contraire, le caractère probant des charges doit pouvoir être constaté par l'AWIPH;
- 7) elles ne peuvent être relatives à des forfaits, hormis lorsque ceux-ci sont justifiés par une convention qui détaille les conditions dans lesquelles les prestations professionnelles sont fournies et rémunérées;
- 8) elles doivent résulter le cas échéant, d'une imputation réalisée à partir d'une clé de répartition répondant à des critères objectifs, réalistes et concrets.

2. Les charges suivantes en particulier sont réputées non-admissibles :

2.1. dans les comptes 60 et 61 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services

- 1) la partie des frais de déplacement de service qui dépasse le taux prévu pour le personnel des ministères par l'arrêté royal du 18 janvier 1965 portant réglementation générale en matière de frais de parcours tel que modifié par l'arrêté du Gouvernement wallon du 7 mars 2001;
- 2) les charges afférentes à l'octroi d'un avantage de toute nature;
- 3) les valeurs d'investissements en ce compris les grosses réparations et gros entretiens de plus de 500 euros imputées en charge dans un seul exercice;
- 4) les frais de représentation qui ne sont pas liés directement à l'activité des services;
- 5) les souches de restaurant non-complétées par les noms des convives ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 6) les factures de séjour en hôtel non-complétées par les noms des personnes hébergées ainsi que les titres auxquels ils étaient présents;
- 7) les charges de loyer qui ne seraient pas justifiées par un contrat de bail écrit ou une convention entre les parties, détaillant les locaux faisant l'objet du contrat;
- 8) les charges de loyers entre ASBL, sauf si elles correspondent :

Soit au revenu cadastral indexé de l'immeuble concerné, duquel est déduit l'amortissement des subsides en capital reçus des pouvoirs publics, relatifs à cet immeuble. Par revenu cadastral indexé, il faut entendre le revenu cadastral non indexé déterminé par le Service public fédéral Finances, multiplié par la formule suivante :

$$\frac{\text{Index ABEX de novembre (de l'exercice comptable concerné)}}{\text{Index ABEX de novembre (de l'année d'établissement ou de dernière modification du revenu cadastral)}}$$

Soit à la valeur des amortissements de la partie non-subventionnée par des pouvoirs publics de l'immeuble concerné.

Dans ces cas seulement, les charges réputées incombant au bailleur sur la base des lois sur les baux à loyer pourront être admises comme charges du locataire.

2.2. dans les comptes 62 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) Dans les services d'aide aux activités de la vie journalière, les rémunérations ne correspondant pas aux échelles barémiques 1, 2, 3, 5, 6, 8, 11, 13, 19, 24 à l'exception des personnes engagées avant l'entrée en vigueur du présent arrêté qui bénéficiaient d'un barème supérieur au barème d'assistant AVJ du fait de qualifications supérieures aux qualifications requises à l'annexe 3.
- 2) les avantages complémentaires qui ne relèvent pas d'un accord officiel dans le cadre de la CP 319.02 ou du Conseil national du Travail;
- 2) les primes patronales pour assurances extra-légales visées au compte 6230;
- 3) les charges relatives aux assurances-groupes;
- 4) les dotations et utilisations de provisions pour pécules de vacances et de sortie visées aux comptes 6250 et 625;
- 5) les charges salariales ne résultant pas d'une convention ou d'un contrat de travail écrit mentionnant au moins la ou les fonctions exercées par le travailleur ainsi que le ou les volumes de prestations;
- 6) les charges de rémunération qui n'ont pas fait l'objet des déclarations auprès de l'ONSS et/ou de l'administration fiscale;
- 7) les indemnités de rupture, hormis celles relatives au directeur.

2.3. dans les comptes 63 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les charges d'amortissements résultant de taux supérieurs aux taux suivants :
 - a. 20 % pour les frais d'établissement visés au compte 6300.
 - b. 33 % pour les immobilisations incorporelles visées au compte 6301.
 - c. 3 % pour les constructions et terrains bâtis visés au compte 63020, à l'exception des grosses réparations et gros entretiens d'immeubles (compte 63020X) qui sont amortis à un taux de 10 % .
 - d. 10 % pour les aménagements et transformations de bâtiments hors extension.
 - e. 20 % pour les installations, machines et outillages visés au compte 63021 à l'exception du matériel éducatif qui est amorti à un taux de 10 %. Le matériel informatique peut néanmoins être amorti à un taux de 33 %.
 - f. 10 % pour le mobilier visé au compte 63022X.

g. 20 % pour le matériel roulant visé au compte 63022X.

h. L'un des taux précédents en fonction du type de bien concerné par le contrat de location-financement ou de droits similaires.

i. Une dérogation à ces taux peut être accordée par l'AWIPH en cas d'acquisition d'occasion ou de biens préfabriqués. Celle-ci doit être demandée par lettre recommandée et motivée.

- 2) les réductions de valeur sur créances visées aux comptes 633 et 634;
- 3) les provisions pour pensions légales et extra-légales visées au compte 635;
- 4) les provisions pour gros travaux et gros entretiens visées au compte 636;
- 5) les autres provisions visées au compte 637.

2.4. dans les comptes 64 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

- 1) les amendes imputées au compte 640;
- 2) les charges relatives aux montants à restituer aux pouvoirs subsidiaires visées aux comptes 646.

2.5. dans les comptes 65 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

1) les charges financières non-ventilées selon leur nature dans les comptes suivants : 65000 - "Charges financières d'emprunt pour investissements", 65001 - "Charges financières de leasings", 65002 - "Charges financières de crédits de caisse-retards AWIPH ou raison impérative", 65003 - "Charges financières de crédits de caisse - Autres", 6570 - "Charges financières comptes bancaires", 6571 - "Charges financières-placements";

2) les charges de crédits de caisse sauf si le recours à ceux-ci est rendu obligatoire par un retard de paiement dû à l'administration ou pour une raison impérative indépendante de la volonté du service. Le service doit alors prouver le retard de paiement et la responsabilité de l'administration par une attestation à réclamer à l'AWIPH ou prouver le caractère impératif de l'événement qui a justifié le recours à un tel crédit;

3) les charges financières résultant des opérations de placement.

2.6. dans les comptes 66 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

— les charges exceptionnelles visées au compte 660;

2.7. dans les comptes 69 visés au PCMN transmis par voie de circulaire aux services :

— les charges d'affectations et prélèvements ventilées dans les comptes 69.

2.8. Divers :

- 1) les dons simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 2) les produits des activités des institutions simultanément comptabilisés en charges et en produits;
- 3) les charges relatives à des remboursements de frais d'administrateurs sauf celles découlant de missions ponctuelles décidées par le conseil d'administration collégialement avec la direction.

3. Sont déduites des charges :

Les subventions obtenues des pouvoirs publics lorsqu'elles couvrent précisément les mêmes charges que celles prises en compte aux termes du présent arrêté à l'exception du subside de fonctionnement octroyé par la Loterie Nationale.

1) les diverses récupérations de frais, à l'exception des dons privés, des recettes résultant de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de la gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements. Ces exceptions sont prises en compte si les produits concernés sont comptabilisés dans des comptes ou sous-comptes distincts et qu'en même temps les charges liées à l'organisation de ces opérations font l'objet des mêmes distinctions;

2) les charges relatives à l'organisation de fancy-fairs ou autres opérations d'appel de fonds privés, de ventes de produits à l'extérieur du service, de gestion de trésorerie et des recettes issues de la location d'appartements supervisés. Celles-ci doivent faire l'objet d'une comptabilisation ventilant chacun de ces types de charges tout comme les recettes obtenues suite à l'organisation de ces opérations.

4. Affectation des charges aux différentes subventions :

Sans préjudice des principes d'admissibilité des charges énoncés dans le présent arrêté :

— Sont considérées comme des charges relevant de la subvention annuelle de personnel visée au titre VII, les charges valablement imputées dans les comptes 618 et 62 repris au PCMN visés à l'article 44.

— Les autres charges relèvent de la subvention annuelle de fonctionnement visée au titre VII.

Lorsque la subvention annuelle de personnel ne permet pas de couvrir l'ensemble des charges y afférentes, celles-ci peuvent être couvertes par la subvention annuelle de fonctionnement telle qu'elle est définie à l'article 59.

5. Contrôle financier :

Quand un service existe au sein d'une entité administrative comprenant des services subventionnés sur la base de l'arrêté du Gouvernement wallon du 9 octobre 1997 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services résidentiels et d'accueil de jour ou sur la base du présent arrêté, le contrôle de l'utilisation des subventions de ce service se réalise en totalisant d'une part, les subventions octroyées et d'autre part, les charges qui doivent être ventilées par sections au sein de la comptabilité.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 5 juillet 2012.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,

Mme E. TILLIEUX

Annexe 3

Annexe 6 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière

FRAIS DE PERSONNEL - REGLES SPECIFIQUES

I. Ancienneté pécuniaire.

Pour le calcul de l'ancienneté pécuniaire des assistants AVJ, des éducateurs Classe 2A et des directeurs, est admissible le nombre d'années durant lesquelles le travailleur a été rémunéré par l'employeur, que ce soit à temps plein ou à temps partiel, dans les secteurs suivants :

- 1) les institutions agréées ou conventionnées par l'AWIPH, par l'ex Fonds 81 et l'ex FCIPPH;
- 2) les institutions agréées ou conventionnées par la COCOF et la COCOM;
- 3) les services d'Aide à la Jeunesse et de l'ex Protection de la Jeunesse;
- 4) l'O.N.E.;
- 5) les centres agréés;
- 6) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale des Affaires sociales et de la Santé du Ministère fédéral des Affaires sociales, de la Santé publique et de l'Environnement;
- 7) les institutions agréées et conventionnées par la Direction générale de l'Action sociale et de la Santé du Service public de Wallonie;
- 8) les écoles d'enseignement spécial;
- 9) les institutions ayant conclu une convention avec l'INAMI.

Sont assimilées les périodes de congés de maternité et d'allaitement, les périodes d'interruption de carrière d'un maximum donnant le droit à une allocation d'interruption, les dix jours d'absence pour motifs impérieux.

Pour le personnel administratif et ouvrier, hormis les directeurs, tout service presté antérieurement dans une fonction similaire à celle qu'il occupe au moment de son engagement dans une institution agréée par l'AWIPH peut également être assimilé qu'il l'ait été à temps plein ou à temps partiel.

On entend par fonction similaire :

- pour le personnel administratif : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 3;
- pour le personnel ouvrier : toutes les fonctions reprises sous cette rubrique à l'annexe 3.

Ces services ne sont pris en considération qu'à la condition que le membre du personnel concerné ait possédé à l'époque le diplôme requis pour l'exercice de cette fonction.

Les membres du personnel qui étaient en service avant le 1^{er} janvier 1984 dans les institutions agréées par le Fonds de soins médico-socio-pédagogiques pour handicapés ou par l'Office de Protection de la Jeunesse, conservent au minimum le bénéfice de l'ancienneté pécuniaire qui leur a été reconnue officiellement à l'époque.

La preuve des services prestés, à fournir par les intéressés résulte des versements effectués auprès d'un organisme de sécurité sociale ou d'une caisse de pension.

Tout autre document justificatif pourra être exigé par les services compétents.

II. Nominations, promotions et changements de fonction.

§ 1^{er}. Pour tout membre du personnel nommé à un grade de direction, la rémunération ne peut être inférieure à celle afférente à la fonction à laquelle donne droit son diplôme dans le service qui l'occupe;

§ 2. Le membre du personnel promu à un autre grade, dans le même service, conserve la totalité de l'ancienneté pécuniaire qui lui a été reconnue sur la base des critères fixés au point I de la présente annexe.

De même, en cas de changement de fonction au sein de la même institution, l'ancienneté pécuniaire peut être valorisée conformément aux dispositions du point I de la présente annexe.

§ 3. Les coordinateurs AVJ sont tenus, dans les quatre ans qui suivent le premier septembre qui suit leur engagement ou leur promotion, de satisfaire à la condition suivante :

— avoir réussi les formations en deux années de 150 heures "Gestion de services pour personnes handicapées" organisée par un opérateur de formation ou par un établissement d'enseignement agréé par la Communauté française et dont le contenu est approuvé par le Comité de Gestion de l'AWIPH.

III. Ne sont pas admissibles :

1) les rémunérations payées à des membres du personnel admis à la retraite, qui exercent une activité professionnelle non autorisée en vertu de la législation en matière de pension;

2) la partie des rémunérations et des charges patronales légales qui dépasse les montants pris en charge par les pouvoirs publics pour un horaire complet sans préjudice du paiement des heures supplémentaires admissibles et des prestations effectuées dans le cadre de l'enseignement de promotion sociale organisé en faveur des membres du personnel en service dans les services.

Cette disposition s'applique également au cas où une personne occupe plusieurs fonctions à temps partiel subventionnées ou à charge des pouvoirs publics.

IV. Aménagement de la fin de carrière.

La cotisation mensuelle versée au Fonds social "Old Timer" en application de la Convention collective de travail du 7 janvier 2003 dans les termes où elle a été conclue au sein de la Commission Paritaire 319.02 instaurant des dispositions quant à l'aménagement de la fin de carrière professionnelle dénommée "plan Tandem", est considérée comme une charge admissible.

Pour le secteur public, ce dispositif doit préalablement être reconnu par le Gouvernement comme offrant des avantages et garanties semblables à celle prévue par la Convention collective de travail précitée.

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 5 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

Annexe 4

Annexe 7 à l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière

ECHELLES DE TRAITEMENT

Fonctions	Barème (n° échelle)
Coordinateur AVJ	24
Assistant AVJ	5
Comptable Classe 1	18
Comptable Classe 2	8
Ouvrier Catégorie 1	1
Ouvrier Catégorie 2	2
Ouvrier Catégorie 3	3
Ouvrier Catégorie 4	6
Ouvrier Catégorie 5	11
Educateur Classe 2A	13

Vu pour être annexé à l'arrêté du Gouvernement wallon du 5 juillet 2012 modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 10 janvier 2008 relatif aux conditions d'agrément et de subventionnement des services d'aide aux activités de la vie journalière.

Namur, le 5 juillet 2012.

Le Ministre-Président,
R. DEMOTTE

La Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Egalité des Chances,
Mme E. TILLIEUX

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2012 — 2125

[2012/204120]

5 JULI 2012. — Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

De Waalse Regering,

Gelet op Boek IV van het Waalse Wetboek van Sociale Actie en Gezondheid;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven;

Gelet op Richtlijn 2000/78/EG van de Raad van de Europese Unie van 27 november 2007 van de Raad van 27 november 2000 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep;

Gelet op de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2011 waarbij ervaring in aanmerking genomen wordt in het geldelijke statuut van de werknemers (Paritaire subcommissie van de opvoedings- en huisvestingsinrichtingen en -diensten van de Franse Gemeenschap, het Waalse Gewest en de Duitstalige Gemeenschap SCP 319.02);

Gelet op het advies van het beheerscomité van het "Agence wallonne pour l'Intégration des Personnes handicapées" (Waals Agentschap voor de Integratie van Gehandicapte Personen), gegeven op 26 april 2012;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, gegeven op 27 juni 2012;

Gelet op de instemming van de Minister van Begroting, gegeven op 5 juli 2012;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, artikel 3, § 1;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende dat de reglementaire teksten onmiddellijk aangepast moeten worden aan de collectieve arbeidsovereenkomst van 24 november 2011 en aan Richtlijn 2000/78/EG van de Raad van de Europese Unie van 27 november 2007 tot instelling van een algemeen kader voor gelijke behandeling in arbeid en beroep;

Op de voordracht van de Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen;

Na beraadslaging,

Besluit :

Artikel 1. Dit besluit regelt, overeenkomstig artikel 138 van de Grondwet, een materie bedoeld in artikel 128, § 1, ervan.

Art. 2. In artikel 11 van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven wordt punt 4° vervangen als volgt :

« 4°/1 de identiteit van de coördinator van de dienst, zijn uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden (model 1), opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen, alsook de geschreven delegatie van bevoegdheden van de inrichtende macht bedoeld in artikel 39;

4°/2 de identiteit van de bestuurders, alsook hun uittreksel uit het strafregister van minder dan drie maanden geleden, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar zijn met het ambt of tot criminele straffen;

4°/3 de identiteit van de leden van de algemene vergadering; ».

Art. 3. Artikel 20 van hetzelfde besluit wordt vervangen als volgt :

« Art. 20. De erkenning wordt voor onbepaalde duur verleend. Als het gaat om een aanvraag voor de erkenning van een nieuwe dienst, wordt de erkenning verleend voor een periode van drie maanden tot hoogstens drie jaar. Na afloop van die periode wordt de erkenning voor onbepaalde duur verleend, behalve andersluidende beslissing van het Beheerscomité. »

Art. 4. In artikel 29 van hetzelfde besluit worden het derde en het vierde lid vervangen als volgt :

« Dat project wordt minstens om de vijf jaar bijgewerkt.

De dienst evalueert zijn activiteit minstens één keer per jaar. De dienst maakt jaarlijks uiterlijk 30 juni het activiteitenverslag aan het "AWIPH" over. »

Art. 5. In artikel 34 van hetzelfde besluit wordt het derde lid vervangen als volgt :

« De personeelsleden leggen bij hun indienstneming een uittreksel uit het strafregister (model 1) over dat is opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffen. »

Art. 6. Titel 4, hoofdstuk I, wordt aangevuld met de afdeling 10, die artikel 49bis inhoudt, luidend als volgt :

« *Afdeling 10.* — Evaluatie van de diensten

Art. 49bis. Onverminderd artikel 315 van boek IV van het Waalse wetboek van sociale actie en gezondheid - Decretaal luik, moeten de diensten, opdat het "AWIPH" kan nagaan of de erkenningsvoorwaarden in acht genomen worden, hem om de vijf jaar de volgende stukken overleggen :

1° het geactualiseerde project van de dienst, alsmede de wijze waarop de individuele projecten uitgewerkt en opgevolgd worden;

2° het uittreksel uit het strafregister (model 1) van de directeur, van minder dan drie maanden geleden, opgemaakt overeenkomstig de ministeriële rondzendbrief nr. 905 van 2 februari 2007 betreffende de afgifte van een uittreksel uit het strafregister, vrij van veroordelingen tot correctionele straffen die onverenigbaar met het ambt zijn of tot criminele straffen;

3° in geval van wijziging van directie, een afschrift van de diploma's en getuigschriften van de coördinator, de door de inrichtende macht geschreven overdracht van bevoegdheden bedoeld in artikel 39, alsmede het bewijs van nuttige ervaring bedoeld in bijlage 3;

4° de lijst van de leden van de algemene vergadering;

5° de lijst van de leden van de raad van bestuur;

6° de wijzigingen in de statuten die de laatste vijf jaren zijn gepubliceerd of ter griffie zijn neergelegd. »

Art. 7. Artikel 69 van hetzelfde besluit wordt opgeheven.

Art. 8. In hetzelfde besluit wordt bijlage 3 vervangen door bijlage 1 die bij dit besluit gaat.

Art. 9. In hetzelfde besluit wordt bijlage 5 vervangen door bijlage 2 die bij dit besluit gaat.

Art. 10. In hetzelfde besluit wordt bijlage 6 vervangen door bijlage 3 die bij dit besluit gaat.

Art. 11. In hetzelfde besluit wordt bijlage 7 vervangen door bijlage 4 die bij dit besluit gaat.

Art. 12. Dit besluit heeft uitwerking op 1 januari 2012.

Art. 13. De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 5 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 1

Bijlage 3 bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

VEREISTE OPLEIDINGEN EN ERVARINGEN

Coördinator AVJ

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger universitair of niet-universitair onderwijs (volledig leerplan of sociale promotie), met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering die het bewijs leveren van minstens drie jaar dienstanciënniteit in een educatieve, sociale, pedagogische, psychologische of paramedische functie in de sector personenzorg.

Assistent AVJ

De houders van minimum één van de volgende titels :

- einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs);
- eindattest of getuigschrift (met vrucht beëindigd) van het hoger secundair beroepsonderwijs.

Opvoeder klasse IIA

1) De houders van één van de volgende diploma's of getuigschriften :

- kinderopvoeding (D3TQ);
- toegepast sociaal wetenschappelijk onderzoek (D3TQ);
- sociale technieken (D3TQ);
- lichamelijke opvoeding en socio-culturele animatie (D3TQ);
- aspirant-nursing (D3TQ);
- assistent in geriatrie (D3TQ);
- opvoedingsagent (D3TQ);
- vormingswerker (D3TQ);
- maatschappelijk agent (D3TQ);
- maatschappelijke en educatieve wetenschappen (D3TTR);
- als bewijs dat ze geslaagd zijn voor het 7e beroepsjaar (D37P) kinderverzorgster, gezins- en sanitaire helpster of -hulp, assistente in geriatrie;
- einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair technisch onderwijs met pedagogische, psychologische, sociale of paramedische oriëntering;

2) de houders van een getuigschrift verpleegkunde.

Administratief personeel :

Boekhouder Klasse 2

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger secundair onderwijs (algemeen of technisch onderwijs) met een commerciële richting.

Boekhouder Klasse 1

De houders van een einddiploma of -getuigschrift van het hoger onderwijs met een economische richting waarvan de kwalificatie beantwoordt aan de normale eisen van de functie.

De houders van het diploma van de Belgische Kamer van Boekhouders.

Arbeiderspersoneel :

Arbeiderspersoneel categorie 1 :

Ongeschoolde arbeiders, schoonmakers, dienstboden, nachtwakers, conciërges, niet-gekwalficeerde land-arbeiders.

Arbeiderspersoneel categorie 2 :

Wasvrouwen, laboratoriumknechten, strijksters, linnenaaisters, portiers, helpers van gekwalficeerde arbeider voorzover de dienst een gekwalficeerde arbeider telt.

Arbeiderspersoneel categorie 3 :

Gekwalficeerde arbeiders die niet in het bezit zijn van een einddiploma of -getuigschrift dat van hun kwalificatie getuigt.

Arbeiderspersoneel categorie 4 :

Gekwalficeerde arbeiders met een door een school of een onderwijsinrichting uitgereikt diploma of -getuigschrift dat van een kwalificatie getuigt, zoals schoenmaker, tuinier, mecaniciens, loodgieter sanitair, meubelmaker, schrijnwerker, elektricien, kok.

Arbeiderspersoneel categorie 5 :

Arbeiders die beschikken over de voor de arbeiders categorie IV vereiste kwalificatie en die verantwoordelijk zijn voor een homogene ploeg van minstens vijf arbeiders.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 5 juli 2012.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 2

Bijlage 5 bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

CRITERIA OP BASIS WAARVAN DE LASTEN IN AANMERKING WORDEN GENOMEN

I. De lasten worden geacht toelaatbaar te zijn als de hierna vermelde algemene criteria worden nageleefd :

- 1) ze moeten betrekking hebben op de personen voor wie het "AWIPH" een gunstige beslissing heeft genomen over de opportuniteit van een begeleiding door de dienst;
- 2) ze moeten betrekking hebben op de kosten waarvoor de dienst gesubsidieerd werd;
- 3) ze moeten redelijk zijn t.o.v. de behoeften van de gesubsidieerde activiteit;
- 4) ze moeten geboekt worden overeenkomstig de wetgeving op de boekhouding en de jaarrekeningen van de ondernemingen en overeenkomstig de desbetreffende uitvoeringsbesluiten;
- 5) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen tussen derden en uit tastbare economische realiteiten. Vooral de VZW's die onder één enkele controle of directie staan in de zin van de artikelen 5 tot 10 van het Wetboek van vennootschappen, ingevoerd bij de wet van 7 mei 1999, vormen derden onder elkaar voor zover hun respectievelijke boekhoudingen op geldige wijze gecontroleerd kunnen worden;
- 6) ze moeten voortvloeien uit uitwisselingen met natuurlijke personen die in geen geval deel mogen uitmaken van de inrichtende macht of van de directie van de dienst, of met rechtspersonen onder wie de leden van de inrichtende macht of van de directie van de dienst geen functie van directeur of bestuurder bekleden. In het tegenovergestelde geval dient de aantoonbaarheid van de lasten door het "AWIPH" te kunnen worden vastgesteld;
- 7) zij mogen niet betrekking hebben op forfaitaire sommen, buiten de sommen die verantwoord zijn via een overeenkomst waarin de voorwaarden waaronder de beroepsprestaties geleverd en bezoldigd worden, omstandig worden omschreven;
- 8) zij dienen in voorkomend geval voort te vloeien uit de aanrekening die wordt doorgevoerd vanuit een verdeelsleutel die beantwoordt aan objectieve, realistische en concrete criteria.

2. Meer bepaald de volgende lasten worden niet in aanmerking genomen :

2.1. in de rekeningen 60 en 61 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld

- 1) het gedeelte van de reiskosten om dienstredenen boven het percentage dat voor het personeel van de ministeries bepaald werd bij het koninklijk besluit van 18 januari 1965 houdende algemene regeling inzake reiskosten, zoals gewijzigd bij het besluit van de Waalse Regering van 7 maart 2001;
- 2) de lasten met betrekking tot de toekenning van voordelen van allerlei aard;
- 3) de beleggingswaarden, met inbegrip van grote herstellingen en groot onderhoud boven 500 euro, die voor één enkel boekjaar als lasten worden geboekt;
- 4) de representatiekosten die niet in rechtstreeks verband staan met de activiteit van de diensten;
- 5) de restaurantstroken waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 6) de hotelrekeningen waarop de naam en de hoedanigheid van de gasten niet worden vermeld;
- 7) de huurlasten die eventueel niet gerechtvaardigd zijn bij een geschreven huurcontract of een overeenkomst tussen de partijen, waarin een beschrijving wordt gegeven van de lokalen die het voorwerp zijn van het contract;
- 8) de huurlasten onder VZW's, behalve als ze overeenstemmen

hetzij met het geïndexeerde kadastraal inkomen van betrokken gebouw, waarvan de afschrijving van de door de overheid verleende kapitaalsubsidies afgetrokken wordt, betreffende dat gebouw Onder geïndexeerd kadastraal inkomen wordt verstaan het niet geïndexeerde kadastraal inkomen bepaald door de Federale Overheidsdienst Financiën, vermenigvuldigd met onderstaande formule :

Index ABEX van november (van betrokken boekjaar)

Index ABEX van november (van het jaar van de vastlegging of van de laatste wijziging van het kadastraal inkomen)

hetzij met de waarde van de afschrijvingen van het gedeelte van betrokken gebouw dat niet gesubsidieerd werd door de overheid.

Alleen in dat geval kunnen de lasten die krachtens de wet op de huurovereenkomsten geacht worden ten laste van de verhuurder te vallen als huurderslasten aangenomen worden.

2.2. in de rekeningen 62 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) Wat betreft de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven, de bezoldigingen die niet overeenstemmen met de weddeschalen 1, 2, 3, 5, 6, 8, 11, 13, 19, 24, met uitzondering van de personen in dienst genomen voor de inwerkingtreding van dit besluit die in aanmerking kwamen voor een hogere schaal dan die van assistent AVJ wegens hogere kwalificaties dan die vereist in bijlage 3.
- 2) de aanvullende voordelen die niet voortvloeien uit een officiële overeenkomst in het kader van de PC 319.02 of van de Nationale Arbeidsraad;
- 2) de werkgeverspremies voor de bovenwettelijke verzekeringen bedoeld in rekening 6230;
- 3) de lasten met betrekking tot groepsverzekeringen;
- 4) de dotaties en de aanwendingen van reserves voor het vakantie- en uitgaansgeld bedoeld in de rekeningen 6250 en 625;
- 5) de loonkosten die niet voortvloeien uit een overeenkomst of een geschreven arbeidscontract waarin minstens de door de werknemer uitgeoefende functie(s) en de omvang van de dienstverstrekkingen worden vermeld;
- 6) de loonlasten die niet het voorwerp zijn geweest van aangiften bij de RSZ en/of bij de Administratie van de belastingen;
- 7) de verbrekingsvergoedingen, behalve die betreffende de directeur.

2.3. in de rekeningen 63 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

- 1) de afschrijvingslasten die voortvloeien uit percentages die hoger zijn dan :
 - a. 20 % voor de oprichtingskosten bedoeld in rekening 6300.
 - b. 33 % voor de onlichamelijke vaste activa bedoeld in rekening 6301.
 - c. 3 % voor de gebouwen en bebouwde terreinen bedoeld in rekening 63020, met uitzondering van de grote onderhouds- en herstellingswerken (rekening 63020X) die tegen 10 % afgeschreven worden.

- d. 10 % voor de inrichtingen en verbouwingen van gebouwen, excl. uitbreidingen.
- e. 20 % voor de installaties, machines en uitrustingen bedoeld in rekening 63021, met uitzondering van het educatieve materieel dat tegen 10 % afgeschreven wordt. Het informaticamaterieel kan echter tegen 33 % afgeschreven worden.
- f. 10 % voor het meubilair bedoeld in rekening 63022X.
- g. 20 % voor het rollend materieel bedoeld in rekening 63022X.
- h. Eén van voorvermelde percentages in functie van het type betrokken goederen voor het leasingcontract of gelijkaardige rechten.
- i. Een afwijking van die percentages kan door het "AWIPH" worden toegestaan bij tweedehandse aankoop of aankoop van geprefabriceerde goederen. Bedoelde afwijking dient te worden aangevraagd bij aangetekend schrijven, en met redenen omkleed zijn.

2) de waardeverminderingen op schuldvorderingen bedoeld in de rekeningen 633 en 634;

3) de voorzieningen voor wettelijke en bovenwettelijke pensioenen bedoeld in rekening 635;

4) de voorzieningen voor grote onderhouds- en herstellingswerken bedoeld in rekening 636;

5) de andere voorzieningen bedoeld in rekening 637.

2.4. in de rekeningen 64 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de boeten aangerekend op rekening 640;

2) de in de rekeningen 646 bedoelde kosten betreffende de bedragen die aan de subsidiërende overheid terugbetaald moeten worden.

2.5. in de rekeningen 65 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

1) de niet-verdeelde financiële lasten, al naar gelang van het soort, in de volgende rekeningen : 65000 - "Financiële lasten van investeringsleningen", 65001 - "Financiële lasten leasing", 65002 - "Financiële lasten kaskredieten-AWIPH - uitstel of dwingende reden", 65003 - "Financiële lasten kaskredieten - Andere", 6570 - "Financiële lasten bankrekeningen", 6571 - "Financiële lasten-beleggingen";

2) de lasten voor kaskredieten behalve als hierop een beroep moet worden gedaan wegens een uitstel van betaling waarvan de schuld bij de Administratie ligt of om een dwingende reden waarmee de dienst niets te maken heeft. In dit geval moet de dienst het uitstel van betaling en de verantwoordelijkheid van de Administratie bewijzen d.m.v. een attest dat aan het "AWIPH" moet worden gevraagd of het bewijs leveren van de dwingende aard van de gebeurtenis die het beroep op voormeld krediet rechtvaardigt;

3) de financiële lasten ivm beleggingen.

2.6. in de rekeningen 66 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

— de uitzonderlijke kosten bedoeld in rekening 660;

2.7. in de rekeningen 69 bedoeld in het genormaliseerde boekhoudplan dat d.m.v. omzendbrieven aan de diensten wordt meegedeeld :

— de kosten voor toepassingen en heffingen verdeeld in de rekeningen 69.

2.8. Allerlei :

1) de giften die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

2) de opbrengsten van de activiteiten van de instellingen die tegelijkertijd als lasten en als opbrengsten geboekt worden;

3) de lasten betreffende de terugbetalingen van administratiekosten, behalve voor punctuele opdrachten waarover collegiaal beslist wordt door de raad van bestuur en de directie.

3. Van de lasten worden afgetrokken :

de door de overheid verleende toelagen wanneer ze precies dezelfde lasten dekken als degene die in aanmerking worden genomen in de zin van dit besluit, met uitzondering van de werkingstoelage verleend door de Nationale Loterij;

1) de diverse kosteninvorderingen, met uitzondering van de private giften, de opbrengsten van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, van de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van appartementen voortkomen. Deze uitzonderingen worden in aanmerking genomen als de betrokken opbrengsten in aparte rekeningen of subrekeningen geboekt worden en als de lasten m.b.t. de organisatie van deze handelingen eveneens apart geboekt worden;

2) de lasten betreffende de organisatie van fancy-fairs of andere handelingen m.b.t. de opvraging van private storting, de verkoop van producten buiten de dienst, van cash management en van ontvangsten die uit het verhuren van gesuperviseerde appartementen voortkomen. Ze moeten naar gelang hun type geboekt worden, net zoals de opbrengsten die uit deze handelingen voortkomen.

4. Toekenning van de lasten aan de verschillende toelagen :

Onverminderd de principes op basis waarvan de lasten in aanmerking worden genomen in dit besluit :

— Beschouwd worden als lasten die behoren bij de jaarlijkse personeelstoelage bedoeld in titel VII, de lasten die op geldige wijze worden ondergebracht in de rekeningen 618 en 62 vermeld in het genormaliseerd boekhoudplan bedoeld in artikel 44.

— De andere lasten behoren bij de jaarlijkse werkingstoelage bedoeld in titel VII.

Als de jaarlijkse personeelstoelage niet volstaat om het geheel van de desbetreffende lasten te dekken, kunnen deze gedekt worden door de jaarlijkse werkingstoelage zoals bedoeld in artikel 59.

5. Financiële controle :

Wanneer een dienst deel uitmaakt van een administratieve cel die bestaat uit diensten gesubsidieerd krachtens het besluit van de Waalse Regering van 9 oktober 1997 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de residentiële en dagopvangdiensten of krachtens dit besluit, wordt het gebruik van de toelagen van die dienst gecontroleerd door de verleende toelagen en de per sectie te boeken lasten op te tellen.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 5 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 3

Bijlage 6 bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

PERSONEELSKOSTEN - SPECIFIEKE REGELS

I. Geldelijke anciënniteit

De geldelijke anciënniteit van de assistenten AVJ, de opvoeders Klasse 2A en de directeurs wordt berekend op basis van het aantal jaren waarvoor de werknemers van de volgende sectoren voltijds of deeltijds betaald werden door hun werkgever :

- 1) de instellingen die door het "AWIPH", het voormalige Fonds 81 en het voormalige "FCIPPH" erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten;
- 2) de instellingen die door de Franse Gemeenschapscommissie en de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie erkend zijn of met hen een overeenkomst hebben gesloten,
- 3) de diensten van Hulpverlening aan de Jeugd en van de voormalige Jeugdbescherming,
- 4) de "O.N.E.";
- 5) de erkende centra;
- 6) de instellingen die door de Algemene Directie Sociale Zaken en Volksgezondheid van het Federale Ministerie van Sociale Zaken, Volksgezondheid en Leefmilieu erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- 7) de instellingen die door het Directoraat-generaal Sociale Actie en Gezondheid van de Waalse Overheidsdienst erkend zijn en met hem een overeenkomst hebben gesloten;
- 8) de scholen van het buitengewoon onderwijs;
- 9) de instellingen die een overeenkomst hebben gesloten met het RIZIV.

Het bevallings- en borstvoedingsverlof, de loopbaanonderbreking van maximum één jaar die recht geeft op een onderbrekingsuitkering, en het tien dagenverlof om dwingende redenen worden meegerekend.

Wat het administratieve en arbeiderspersoneel betreft, met uitzondering van de directeurs, kan ook elke dienst meegerekend worden die eerder deeltijds of voltijds verstrekt werd in een gelijksoortige functie als degene die het bekleedt bij zijn aanwerving in een door het "AWIPH" erkende instelling.

Onder gelijksoortige functie wordt verstaan :

- voor het administratieve personeel : alle functies die in bijlage 3 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn;
- voor het arbeiderspersoneel : alle functies die in bijlage 3 onder de desbetreffende rubriek ingedeeld zijn.

Die dienstverstrekkingen worden slechts in aanmerking genomen voorzover betrokken personeelslid indertijd beschikte over het diploma dat vereist werd om die functie uit te oefenen.

De personeelsleden die vóór 1 januari 1984 in dienst waren in instellingen erkend door het Fonds voor medisch-socio-pedagogische zorgverlening aan gehandicapten of door de Dienst Jeugdbescherming behouden hoe dan ook het voordeel van de geldelijke anciënniteit die hen indertijd officieel toegekend werd.

Het bewijs van de verrichte diensten wordt door betrokkenen geleverd d.m.v. de stortingen verricht bij een instelling voor sociale zekerheid of een pensioenkas.

Elk ander bewijsstuk kan door de bevoegde diensten geëist worden.

II. Benoemingen, bevorderingen en functieveranderingen

§ 1. De bezoldiging van een personeelslid met een directiegraad mag niet lager zijn dan die voorzien voor de functie waarop zijn diploma recht geeft in de dienst waar het tewerkgesteld is;

§ 2. Het personeelslid dat tot een andere graad in dezelfde dienst bevorderd wordt, behoudt de gezamenlijke geldelijke anciënniteit die hem toegekend werd op basis van de criteria bedoeld onder punt I van deze bijlage.

In geval van functieverandering binnen dezelfde instelling kan de geldelijke anciënniteit insgelijks opgewarderd worden overeenkomstig de bepalingen onder punt I van deze bijlage.

§ 3. De coördinatoren AVJ moeten binnen vier jaar na 1 september die volgt op hun indienstneming of bevordering aan de volgende voorwaarde voldoen :

— de tweejarige opleidingen van 150 uur "Beheer van diensten voor gehandicapte personen", die georganiseerd wordt door een opleidingsoperator of een door de Franse Gemeenschap erkende onderwijsinstelling en waarvan de inhoud goedgekeurd is door het beheerscomité van het "AWIPH", met succes hebben gevolgd.

III. Komen niet in aanmerking :

1) de bezoldigingen uitgekeerd aan de pensioengerechtigde personeelsleden die krachtens de wetgeving op de pensioenen een ongeoorloofde beroepsactiviteit uitoefenen;

2) het deel van de bezoldigingen en de wettelijke werkgeverslasten boven de bedragen voor rekening van de overheid voor een volledige uurrooster, onverminderd de betaling van de in aanmerking komende extra-uren en van de diensten verstrekt in het kader van het onderwijs voor sociale promotie georganiseerd ten gunste van de personeelsleden tewerkgesteld door die diensten.

Deze bepaling is eveneens van toepassing op personeelsleden met verschillende deeltijdse functies die gesubsidieerd worden of voor rekening zijn van de overheid.

IV. Regeling van de loopbaanbeëindiging.

De maandelijkse bijdrage die gestort wordt in het Sociaal Fonds "Old Timer" krachtens de Collectieve arbeidsovereenkomst van 7 januari 2003 zoals afgesloten binnen het Paritair comité 319.02 tot instelling van de bepalingen betreffende de indeling van de beroepsloopbaan, genaamd "Plan Tandem", wordt beschouwd als een in aanmerking te nemen last.

Voor de openbare sector moet deze voorziening vooraf erkend worden door de Regering en dezelfde voordelen en garanties bieden als diegene voorzien in bovengenoemde collectieve arbeidsovereenkomst.

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 5 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

Bijlage 4

Bijlage 7 bij het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven

WEDDESCHALEN

Funcities	Weddeschaal (nr. schaal)
Coördinator AVJ	24
Assistent AVJ	5
Boekhouder Klasse 1	18
Boekhouder Klasse 2	8
Arbeider Categorie 1	1
Arbeider Categorie 2	2
Arbeider Categorie 3	3
Arbeider Categorie 4	6
Arbeider Categorie 5	11
Opvoeder klasse 2A	13

Gezien om te worden gevoegd bij het besluit van de Waalse Regering van 5 juli 2012 tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 10 januari 2008 betreffende de voorwaarden van erkenning en subsidiëring van de hulpdiensten i.v.m. de activiteiten van het dagelijks leven.

Namen, 5 juli 2012.

De Minister-President,
R. DEMOTTE

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,
Mevr. E. TILLIEUX

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST — REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

BRUSSELS HOOFDSTEDELIJK GEWEST

N. 2012 — 2126

[C - 2012/31565]

24 MEI 2012. — Besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering tot toekenning van een forfaitaire vergoeding aan de voorzitters van de Raad van Beroep van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid

De Brusselse Hoofdstedelijke Regering,

Gelet op de ordonnantie van 19 juli 1990 tot oprichting van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid, artikel 8, § 2;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Regering van 29 oktober 2011 tot vaststelling van de tuchtregeling en tot regeling van de schorsing in het belang van de dienst van de personeelsleden van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid, artikelen 12 en volgende;

Gelet op het besluit van de Brusselse Hoofdstedelijke Executieve van 10 juni 1993 tot toekenning van een forfaitaire vergoeding aan de voorzitter van de Verzoeningskamer van Net Brussel, Gewestelijk Agentschap voor Netheid;

Gelet op het advies van de Inspecteur van Financiën, gegeven op 9 december 2011;

REGION DE BRUXELLES-CAPITALE

F. 2012 — 2126

[C - 2012/31565]

24 MAI 2012. — Arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale allouant une indemnité forfaitaire aux présidents de la Chambre de Recours de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la Propreté

Le Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale,

Vu l'ordonnance du 19 juillet 1990 portant création de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la Propreté, article 8, § 2;

Vu l'arrêté du Gouvernement de la Région de Bruxelles-Capitale du 29 octobre 2011 fixant le régime disciplinaire et organisant la suspension, dans l'intérêt du service, du personnel de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la Propreté, articles 12 et suivants;

Vu l'arrêté de l'Exécutif de la Région de Bruxelles-Capitale du 10 juin 1993 allouant une indemnité forfaitaire au président de la Chambre de Conciliation de Bruxelles-Propreté, Agence régionale pour la Propreté;

Vu l'avis de l'Inspecteur des Finances, donné le 9 décembre 2011;